

La Révolution tranquille à l'épreuve de la reproduction sociale

Camille Robert

Numéro 325, automne 2019

60 ans de luttes et d'idées. 1. Une révolution fragile

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/91831ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Robert, C. (2019). La Révolution tranquille à l'épreuve de la reproduction sociale. *Liberté*, (325), 52–55.

La Révolution tranquille à l'épreuve de la reproduction sociale

Enquête à l'origine du déclin de l'État providence.

Par Camille Robert

Dans les années 1960, l'État québécois joue un nouveau rôle dans la prise en charge des services publics et des programmes sociaux, d'où les communautés religieuses et les acteurs philanthropiques se sont progressivement retirés. Ce phénomène a d'abord été qualifié de « Révolution tranquille » dans les journaux, avant que les manuels d'histoire ne consacrent son usage. Au fond, ce terme insiste sur les spécificités du « modèle québécois », aucun autre État n'ayant connu de révolution dite « tranquille ». Cette période, si marquante soit-elle pour la société québécoise, s'inscrit toutefois dans une transformation globale de l'action des gouvernements occidentaux relativement aux besoins en matière d'éducation, de soins et de services – transformation qui doit aussi être observée dans le cadre plus large de l'organisation de la reproduction sociale.

La théorie de la reproduction sociale (TRS), élaborée par des féministes marxistes, permet de comprendre comment certaines institutions comme l'État, le marché, la famille ou les communautés gèrent le travail d'éducation, de soin, de transmission des valeurs et de construction des identités afin que les populations, à l'intérieur des sociétés capitalistes, se reproduisent biologiquement et socialement. Il s'agit d'une interprétation particulière de la notion de reproduction sociale chez Karl Marx, qui a surtout été comprise, jusqu'ici, comme la reproduction des classes sociales à travers l'éducation ou les idéologies, par exemple. Mais la TRS ne s'intéresse pas seulement à la reproduction des inégalités de classes, elle observe la reproduction des sociétés elles-mêmes. Selon l'historienne Tithi Bhattacharya, elle se réalise de trois manières interdépendantes : par le travail non rémunéré dans la famille, par les programmes sociaux et les services fournis par l'État, et par les services privés, dispensés par divers acteurs du marché. Ici, on peut songer aux services payés par les ménages visant à accomplir une partie du travail d'entretien ou de soin, dont la garde d'enfants, l'aide à domicile ou le travail domestique.

Alors que le marxisme s'est traditionnellement intéressé aux rapports de production et d'exploitation entourant le travail salarié, la TRS permet d'élargir notre regard. Elle pose la question : qu'est-ce qui permet à des travailleurs et à des travailleuses de se présenter chaque jour à leur emploi ? Qui nettoie, prépare les repas, éduque les enfants, soigne les malades ou s'occupe des personnes âgées afin que d'autres aillent au travail, hors du logis ? Pour reprendre les trois

avenues évoquées par Tithi Bhattacharya, on peut supposer qu'au matin, c'est la femme qui nourrira et habillera ses enfants, avant de les conduire au centre de la petite enfance, là où l'État prend le relais afin qu'elle-même puisse se rendre au travail. Pendant ce temps, une autre femme viendra peut-être nettoyer son logement pour qu'il soit propre à son retour. Dans cette routine quotidienne presque banale, la reproduction sociale se réalise à différentes échelles, ce qui dévoile un monde occulté dans la simple analyse du travail salarié. Ce sont les rapports informels qui se révèlent, cachés ou invisibles, mais pourtant nécessaires à la vie – rapports marqués par le genre, la « race », le statut et la classe sociale.

Ce qu'on découvre alors permet de formuler deux postulats fondamentaux. D'une part, dans les sociétés capitalistes, il existe une tension entre l'accumulation du capital et la reproduction sociale. Plus les ressources financières sont consacrées à la reproduction sociale, moins elles sont disponibles pour réinvestir dans le capital, et ce, même si le capital dépend paradoxalement de la reproduction sociale. Sans elle, il ne disposerait pas d'une main-d'œuvre en santé, formée et en mesure de travailler. D'autre part, la prise en charge des soins et des services liés à la reproduction sociale – par l'État, par les familles ou par le secteur privé – est le résultat d'une négociation et de compromis visant à gérer les tensions entre l'accumulation du capital et les besoins des populations.

Dans l'histoire des sociétés capitalistes, il est possible d'observer plusieurs phases dans la prise en charge de la reproduction sociale. Au xx^e siècle en particulier, de nombreux pays sont passés du modèle de l'État libéral – où la reproduction sociale est essentiellement prise en charge de manière privée dans la sphère familiale, par l'Église et par les organisations de charité – à celui de l'État providence. Au tournant des années 1980, ce modèle a toutefois été remis en question face à la montée du néolibéralisme. Et le Québec n'a pas fait exception. Tout en reconnaissant ses particularités historiques, le fait de considérer les transformations de l'État québécois à travers le cadre de la reproduction sociale, et pas uniquement par l'avènement d'une Révolution tranquille (et son démantèlement éventuel), permet d'entrevoir certains phénomènes occultés et de porter le regard au-delà de l'action gouvernementale afin d'observer la population, les mouvements sociaux, les travailleurs et les travailleuses des services publics. On voit alors que la prise en charge de certains services résulte d'un compromis et parfois de luttes entre l'État, les mouvements sociaux, la population et les entreprises.

Révolution tranquille avant la lettre

On situe souvent la naissance de l'État providence québécois au moment de l'élection du gouvernement libéral de Jean Lesage. Dans la mémoire collective, la Révolution tranquille constituerait l'« année zéro » de l'État moderne tel que nous le connaissons. Il n'est donc pas surprenant que l'on parle de « saccage des acquis de la Révolution tranquille » lorsqu'un gouvernement annonce de nouvelles mesures d'austérité.

Depuis une vingtaine d'années, des historiens, des historiennes et des sociologues remettent toutefois en question l'idée d'une coupure marquée entre la Grande Noirceur et la Révolution tranquille. On considère plutôt que, durant cette période, des transformations déjà en cours se sont accélérées. Plusieurs services et programmes ont par exemple été déployés dès les lendemains de la Seconde Guerre mondiale, comme les allocations familiales ou l'assurance-chômage, à l'initiative du gouvernement canadien. Le Québec a bénéficié des retombées de ces mesures, ou a adopté à son tour des politiques sociales, comme la fréquentation scolaire obligatoire jusqu'à quatorze ans. Pour l'historienne Dominique Marshall, ces programmes ont contribué, dès les années 1940, à l'intégration de la notion de droits universels dans la législation et dans les institutions. On entend par là que les lois et les services offerts par l'État ne visent plus seulement des groupes défavorisés, suivant une vision caritative, mais la population dans son ensemble. Ces « gains » sont toutefois à évaluer dans leur contexte et ne s'offrent pas à tous de la même manière, selon le genre, la classe, la citoyenneté ou l'origine. Les familles des classes populaires sont, par exemple, l'objet d'une surveillance plus importante dans l'exercice de leur parentalité, alors que les populations autochtones sont traitées dans un système de santé ségrégué – dont les effets se font encore sentir.

La mise en place de l'État providence, dès l'après-guerre, a constitué un moment important de politisation des enjeux liés à la reproduction sociale. À mesure que les États canadiens et québécois ont instauré des programmes et des services universels, ils sont devenus, par le fait même, des interlocuteurs pour différentes catégories de la population. Par leurs mobilisations, des groupes de citoyennes et de citoyens ont contribué à faire émerger de nouvelles préoccupations « privées » dans la sphère publique, notamment liées à l'éducation ou au logement. La fréquentation scolaire obligatoire, avant d'être adoptée en 1943, a été revendiquée par plusieurs groupes de femmes afin de garantir une éducation de base à tous les enfants. Le programme fédéral des allocations familiales répondait en partie aux revendications ouvrières pour l'augmentation des salaires, tout en relançant le pouvoir de consommation domestique dans l'après-guerre. En 1946 et en 1947, à l'initiative de la Ligue des vétérans sans logis, plusieurs familles ont squatté des bâtiments vacants dans la région montréalaise pour réclamer la construction de nouveaux logements, alors que sévissait une pénurie.

Mettre la reproduction sociale au travail

Qu'en est-il de la Révolution tranquille? Même si une certaine modernisation de l'État avait été entamée dès les années 1940, c'est essentiellement l'Église qui est demeurée

responsable des systèmes d'éducation et d'assistance publique jusqu'aux années 1960. Si elle ne l'a donc pas entièrement provoqué, la Révolution tranquille a tout de même consacré le passage d'un État libéral à un État providence, et ainsi donné lieu à une intervention croissante du gouvernement québécois dans la prise en charge de la reproduction sociale. Cela s'est traduit par d'importantes réformes dans les sec-

**Le programme fédéral
des allocations familiales
répondait en partie aux
revendications ouvrières
pour l'augmentation des
salaires, tout en relançant le
pouvoir de consommation
domestique dans l'après-
guerre.**



teurs de l'éducation et de la santé, comme en témoignent la Loi de l'assurance-hospitalisation, adoptée en 1960, et la création du ministère de l'Éducation, en 1964, à la suite du rapport Parent. L'élargissement du rôle social de l'État s'est poursuivi avec la Loi de l'organisation des services de santé et des services sociaux, qui a regroupé, à partir de 1971, tous les services sociaux auparavant dispersés dans les agences diocésaines et dans différents établissements et organismes : centres hospitaliers, commissions scolaires, centres d'accueil, cliniques d'aide à l'enfance, services aux immigrantes et aux immigrants, etc.

Ces réformes du secteur public n'ont pas eu des retombées que pour la population recevant les services, elles ont également redéfini le marché du travail. Comme le remarque le sociologue Gøsta Esping-Andersen, la création d'emplois dans ce secteur pouvait devenir un moyen d'absorber de nouvelles forces de travail, en particulier celles des femmes. En contrepartie, la centralisation des services d'éducation et de santé a permis aux travailleuses et aux travailleurs de s'organiser afin de mener des grèves larges et de réclamer une part plus équitable des fonds publics. À l'été 1966, une première grève générale a touché 139 hôpitaux, alors que les négociations avec les administrations locales n'aboutissaient pas. Du côté du personnel enseignant, c'est à l'hiver 1967 qu'a éclaté une première grève nationale dans les écoles primaires et secondaires. À la suite de ces conflits, le gouvernement provincial a joué un rôle de plus en plus important dans le

cadre des négociations avec les personnes salariées des services publics.

Bien qu'elles soient parfois présentées comme une période de compromis social et d'avancement pour tous et toutes, les décennies 1960 et 1970 ont été fortement marquées par divers conflits. Durant la Révolution tranquille, plusieurs groupes étudiants ont critiqué les objectifs technocratiques et capitalistes derrière la réforme du système d'éducation et des collectifs féministes ont dénoncé la complicité de l'État dans la perpétuation de l'oppression des femmes, notamment à travers la criminalisation de l'avortement. Au début de la décennie 1970, les centrales syndicales ont produit des manifestes ciblant l'État capitaliste québécois et appelant à renverser ce système. D'autres groupes se sont organisés pour mettre sur pied leurs propres services collectifs, autonomes par rapport au gouvernement, et gérés par les usagères et les usagers. Des cliniques populaires ont été ouvertes dans plusieurs quartiers de Montréal. Elles ont presque toutes été absorbées (à contrecœur) par le réseau des CLSC, et il ne reste aujourd'hui que l'irréductible Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles. Bien avant la naissance du réseau des centres de la petite enfance, des garderies populaires ont été créées à l'échelle de la province par des parents, des militantes et des militants, des syndicalistes et des féministes.

Dans l'effervescence des années 1960 et 1970, il ne faut donc pas oublier la constellation de services dont s'est dotée la population pour répondre à ses besoins en matière de reproduction sociale : centres des femmes, comités logement, coopératives d'habitation, comptoirs alimentaires, organismes d'aide aux parents, etc. Plutôt qu'une révolution « par le haut » et « tranquille », le modèle de l'État providence québécois peut donc être vu comme un compromis entre les pressions du développement capitaliste – comme en témoigne l'idée de « rattrapage économique » durant les années 1960 – et les besoins et les demandes en matière de reproduction sociale. Et derrière tout compromis, il y a des conflits, des luttes... et un équilibre parfois fragile.

Mettre la reproduction sociale à profit

Le tournant néolibéral des années 1980, loin de compléter le processus de prise en charge de la reproduction sociale, a au contraire aggravé les tensions entre l'accumulation capitaliste et les besoins des populations. Cela dit, il ne faudrait pas assimiler cette période à un simple retour au « laisser-faire » qui prévalait avant la mise en place de l'État providence. Une nouvelle forme d'intervention et de contrôle des gouvernements s'est mise en place, ces derniers occupant dès lors le rôle de « gardiens vigilants » des règles juridiques, financières et comportementales.

Plusieurs États soumis à la pression des récessions économiques ont revu leur engagement dans la gestion des problèmes sociaux et des services publics. On assiste alors au transfert de la responsabilité des besoins du collectif vers l'individuel et du secteur public vers le secteur privé. En Europe et en Amérique du Nord, de nombreux gouvernements ont converti des logements sociaux en logements privés, laissé libre cours aux agences pour les soins à domicile, privatisé des sociétés d'État, confié en sous-traitance des services alimentaires dans les écoles et les hôpitaux et, par des programmes d'immigration restrictifs, permis le recours

à une main-d'œuvre migrante ou immigrante pour le soin des enfants et des personnes âgées, dans des conditions plus près de l'exploitation que de la vocation.

Dans ce nouveau paradigme, chaque individu est devenu responsable d'assurer sa propre reproduction sociale, que ce soit en payant lui-même pour les services ou en faisant reposer ce travail sur des proches. La stratégie néolibérale consiste

La dette publique des États a été de plus en plus instrumentalisée par des institutions supranationales, comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, afin de « discipliner » les gouvernements, lesquels se sont vu imposer de nouvelles limites dans la prestation de leurs services.



alors, comme l'expliquent Pierre Dardot et Christian Laval, à créer le plus grand nombre possible de situations de marché en organisant, par divers moyens, la marchandisation des services de façon à ce que les individus soient mis devant l'« obligation de choisir » et qu'ils acceptent cette situation comme seule réalité. Ces derniers intègrent alors la nécessité d'opérer un calcul d'intérêt afin de ne pas « perdre au jeu ». L'éducation devient, par exemple, une manière d'accroître son employabilité. Certains services collectifs, comme les hôpitaux ou les garderies, sont réduits à des choix individuels. Ici on propose un ticket modérateur en santé pour « responsabiliser » la patientèle, là on offre 100\$ par mois aux familles pour qu'elles « choisissent » entre payer une garderie pour que celle-ci s'occupe de leur enfant ou confier ce rôle à un parent (comprendre ici : la mère) qui restera à la maison. Loin d'être une dimension marginale, la réorganisation de la reproduction sociale est au cœur de la construction de la subjectivité néolibérale.

Dans les services publics, on a vu émerger, dès les années 1980, la doctrine de la nouvelle gestion publique. Directement issue des organisations managériales, elle

consiste essentiellement à « importer » les méthodes de gestion du monde de l'entreprise et à les appliquer dans différents secteurs de l'État. Les administrations publiques sont alors contraintes d'annoncer des plans stratégiques de réussite et de développement, comportant des objectifs en matière de marketing, d'évaluation des services par rétroaction, d'efficacité de gestion et de transparence budgétaire. La nouvelle gestion publique vise à accroître le contrôle politique dans l'ensemble du secteur public, puis à réduire autant que possible les budgets, en supprimant des agents publics, en diminuant l'autonomie professionnelle d'un certain nombre de corps de métiers, en affaiblissant les syndicats du secteur public... En un mot, elle sert à concrétiser la restructuration néolibérale de l'État.

Cette transition vers le néolibéralisme a particulièrement affecté les femmes, qu'elles soient travailleuses ou utilisatrices de services et de programmes publics. Les compressions budgétaires, les nouveaux critères de performance et de gestion, la précarisation du travail et la stagnation – voire la réduction – des salaires ont durement touché les travailleuses des secteurs public et parapublic. Au Québec en particulier, ce sont d'abord les enseignantes, puis les travailleuses de la santé, qui ont connu une importante attaque patronale et judiciaire lors des grèves de 1983, de 1986 et de 1989 : réduction de 20 % des salaires, perte d'années d'ancienneté pour les jours de grève « illégale », amendes de milliers de dollars, congédiement et suspension de la présomption d'innocence. Paradoxalement, leur posture d'enseignantes ou de soignantes a été utilisée à la fois pour dévaloriser leur travail et leur demander d'en faire plus malgré les importantes compressions budgétaires, sous peine de pénaliser les enfants, les patientes et les patients. Lors des négociations et des grèves, les porte-parole de l'État ont reproché aux travailleuses de prioriser leurs propres intérêts, refusant de reconnaître que leur lutte, plus large, visait la qualité et le financement des services.

En plus des transformations dans les services publics, le tournant néolibéral tend à externaliser la prise en charge de la reproduction sociale, alors que les familles et les communautés sont de moins en moins en mesure de l'assurer, tant financièrement qu'en matière de temps à consacrer à cet ouvrage. Il en résulte, comme l'expose la philosophe Nancy Fraser, une nouvelle organisation double de la reproduction sociale : marchandisée pour celles et ceux qui peuvent se payer les services, et repoussée vers le privé pour celles et ceux qui ne le peuvent pas. C'est aussi le retour de la présomption, par l'État, qu'une femme sera toujours à la maison pour accomplir ce travail gratuitement, comme en témoigne le virage ambulatoire au milieu des années 1990 – au moment même où des compressions de plus d'un milliard de dollars étaient imposées au système de santé. Ainsi, on s'étonne peu d'apprendre qu'aujourd'hui, les personnes proches aidantes, surtout des femmes et des filles de l'entourage immédiat, réalisent (sans rémunération) plus de 85 % des soins aux personnes âgées et aux individus en situation de handicap.

À l'échelle mondiale, la dette publique des États a été de plus en plus instrumentalisée par des institutions supranationales, comme la Banque mondiale ou le Fonds monétaire international, afin de « discipliner » les gouvernements, lesquels se sont vu imposer de nouvelles limites dans la

prestation de leurs services. Ainsi, la plupart des pays du Sud ont été contraints de précariser les conditions de la reproduction sociale de leurs populations, notamment avec différentes formes de privatisation de l'eau, des terres et de certains services. Les femmes s'en retrouvent doublement affectées : elles comblent, d'une part, de plus en plus difficilement les besoins de leur famille et, de l'autre, sont sollicitées à titre de travailleuses afin de pallier les manques dans la prestation de services créés au Nord. Cette réorganisation exacerbe, à l'échelle internationale, les rapports coloniaux, racistes et sexistes, de même que les écarts entre les classes sociales.

**

Pour comprendre les changements historiques au sein des sociétés capitalistes, il faut voir où se situent les contradictions qui mènent à des transformations. Les luttes en matière de reproduction sociale constituent l'une des formes importantes de résistance, précisément parce qu'elles se déroulent sur le terrain de ces contradictions. Autrement dit, elles interrompent la logique d'accumulation capitaliste pour remettre de l'avant les besoins humains. Comme Tithi Bhattacharya l'avance, si les relations sociales capitalistes sont forgées et soutenues en dehors du lieu de production, il s'ensuit que ces relations peuvent également être remises en question et interrompues en dehors du lieu de production.

Le champ de la reproduction sociale est aussi le lieu où des solidarités peuvent se créer autrement : la sollicitude impliquée force à considérer l'interdépendance, la vulnérabilité humaine, ainsi qu'à s'interroger fondamentalement sur ce qui est valorisé dans les sociétés capitalistes. Les chaînes humaines dressées autour des écoles permettent par exemple de rassembler enfants, parents, sympathisantes, sympathisants et différents corps professionnels en milieu scolaire pour réclamer un réinvestissement dans le système d'éducation. Ces rassemblements rappellent aux gestionnaires que le bien-être et l'instruction ne se mesurent pas dans des colonnes de chiffres, mais par les liens humains bâtis et la qualité des services offerts, qui nécessitent des ressources suffisantes.

Ainsi, les critiques du néolibéralisme ne doivent pas se contenter de proposer un nouveau rapport à la production et au travail salarié, en oubliant de prendre en considération comment la vie peut être reproduite dans toutes ses dimensions. Et à quoi bon reproduire la vie si les enfants de Rouyn-Noranda respirent de l'arsenic, si ceux de Scott voient leur école inondée, si ceux de Neskantaga n'ont pas accès à l'eau potable ou si ceux de Montréal-Nord sont ciblés par la police ? La récente grève des élèves pour le climat nous met face à la fragilité dans laquelle toutes les formes de vie, humaines et non humaines, seront reproduites au cours des prochaines décennies.

L'examen de la reproduction sociale impose enfin le constat qu'il ne peut y avoir de résolution permanente des tensions entre le capitalisme et les besoins humains de tous et de toutes. Notre horizon politique doit donc dépasser celui d'un simple maintien des acquis de la Révolution tranquille. ●

Camille Robert est doctorante et chargée de cours en histoire à l'UQAM.